

## Déclaration liminaire F3SCT du 25/11/2025.

Monsieur le directeur académique,

Mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour évoquer la santé, la sécurité et les conditions de travail des personnels de l'Education nationale.

Force est de constater que ni notre santé, ni notre sécurité, ni nos conditions de travail ne sont réellement prises en compte par notre institution. Nous en faisons régulièrement le constat au cours des visites d'établissements ou d'écoles et par la lecture des fiches RSST. Ces dernières sont en augmentation constante depuis la mise en place du registre dématérialisé, ce qui démontre que cet outil numérique est nécessaire, puisqu'il simplifie la tâche des agents lors des signalements. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg de la souffrance au travail car beaucoup de collègues souffrent en silence, ne prenant pas le temps ou n'ayant pas la force de rédiger ces alertes. Les réponses aux fiches RSST sont encore perfectibles, car soit il n'y a pas de réponse apportée et il faut relancer les chefs de service, soit les réponses n'apportent aucune solution à l'alerte donnée par l'agent.

La lecture de ces fiches RSST évoque des thèmes récurrents, comme l'inclusion scolaire, les risques psycho-sociaux et le bâti scolaire. L'inclusion est le thème le plus fréquent, montrant de fait le manque de moyens humains pour accompagner convenablement chaque élève dans les classes, mais aussi le manque de places dans les établissements psycho-sociaux. Ces éléments mettent les personnels de plus en plus en difficultés, tout comme les élèves. Cela a été démontré à la rentrée de septembre, lors de l'expérimentation voulue par le DASEN du «100% inclusion» en collège, les 15 premiers jours de la rentrée. Cela a généré une énorme souffrance chez les élèves, les professeurs et les personnels médico-sociaux mais aussi chez les parents, qui n'ont pas compris cette expérimentation. Preuve en est que l'inclusion n'est possible et profitable qu'avec des moyens suffisants.

Le bâti scolaire fait aussi partie des alertes sur les fiches RSST. Comme nous l'avions déjà dit lors de notre précédente déclaration du 26 juin 2025, les locaux scolaires ne sont pas adaptés au dérèglement climatique. Nombre d'élèves et de personnels ont souffert de la canicule en juin, devant travailler et corriger les examens dans des conditions dégradées. La FSU 53 réitère sa demande de travaux pour adapter nos locaux à la chaleur. Le problème du bâti scolaire est d'autant plus grave qu'il reste toujours de l'amiante dans les peintures, dans les murs et les sols de quasiment toutes les écoles, collèges et lycées du département. Ce bâti doit être rénové en urgence pour permettre aux élèves et aux agents de travailler en toute sécurité, sans risque pour leur santé à court ou moyen terme.

Dans une période où nous honorons la mémoire de nos collègues mort.es d'enseigner, rappelons que la valeur de notre système d'éducation, c'est avant tout celle des personnels qui s'y sont engagés : donnons- leur le respect qu'ils méritent. Il est plus que temps de garantir à chaque agent la dignité, la sécurité et la sérénité indispensables à l'exercice de son métier.